

§ 4. Sauf dispositions contraires de la présente loi, sont assimilées à l'étranger C.E. visé au § 2, 4° et 5°, quelle que soit leur nationalité, les personnes ci-après :

- 1° son conjoint et leurs descendants à charge;
- 2° ses ascendants et ceux de son conjoint qui sont à sa charge. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 30 juin 1992.

Art. 3. Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
L. TOBBACK

§ 4. Behoudens strijdige bepalingen van deze wet, worden de hiernavolgende personen, van welke nationaliteit ook, met de in § 2, 4° en 5°, bedoelde E.G.-vreemdeling gelijkgesteld :

- 1° zijn echtgenoot en hun ten laste komende bloedverwanten in de nederdalende lijn;
- 2° zijn bloedverwanten in de opgaande lijn en die van zijn echtgenoot, die te zijnen laste zijn. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 juni 1992.

Art. 3. Onze Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,
L. TOBBACK

F. 93 — 103

22 DECEMBRE 1992. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par les lois des 28 juin 1984, 14 juillet 1987 et 18 juillet 1991, et par les arrêtés royaux des 13 juillet 1992 et 7 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment le titre II, chapitre Ier, modifié par les arrêtés royaux des 7 novembre 1988, 20 décembre 1991 et 13 juillet 1992;

Considérant notamment que la directive 90/364/CEE du Conseil du 28 juin 1990 relative au droit de séjour et la directive 90/365/CEE du Conseil du 28 juin 1990 relative au droit de séjour des travailleurs salariés et non salariés ayant cessé leur activité professionnelle, accordent un droit de séjour à de nouvelles catégories de ressortissants des Etats membres des Communautés européennes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Au titre II, chapitre Ier, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dans l'intitulé de la section 1re, les mots « Bénéficiaires des Règlements et Directives des Communautés européennes. » sont supprimés.

Art. 2. L'article 44 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. A l'article 45, § 1er, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1er, les mots « supérieure à un an » sont remplacés par les mots « d'au moins un an »;
- 2° dans l'alinéa 4, modifié par les arrêtés royaux des 7 novembre 1988 et 13 juillet 1992, les mots « et des moyens d'existence » sont supprimés.

Art. 4. Dans l'article 48, alinéa 2, du même arrêté, les mots « supérieure ou inférieure à trois mois » sont remplacés par les mots « supérieure à trois mois ou non ».

N. 93 — 103

22 DECEMBRE 1992. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1984, 14 juli 1987, en 18 juli 1991, en bij de koninklijke besluiten van 13 juli 1992 en 7 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op titel II, hoofdstuk I, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 november 1988, 20 december 1991 en 13 juli 1992;

Overwegende in het bijzonder dat de richtlijn 90/364/EEG van de Raad van 28 juni 1990 betreffende het verblijfsrecht en de richtlijn 90/365/EEG van de Raad van 28 juni 1990 betreffende het verblijfsrecht van werknemers en zelfstandigen die hun beroeps-werkzaamheid hebben beëindigd, een verblijfsrecht toekennen aan nieuwe categorieën van onderdanen van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In titel II, hoofdstuk I, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, worden in het opschrift van afdeling 1 de woorden « Begunstigden van de Verordeningen en Richtlijnen van de Europese Gemeenschappen. » geschrapt.

Art. 2. Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 45, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, worden de woorden « meer dan een jaar » vervangen door de woorden « minstens een jaar »;
- 2° in het vierde lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 november 1988 en 13 juli 1992, worden de woorden « en middelen van bestaan heeft » geschrapt.

Art. 4. In artikel 48, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « meer of minder dan drie maanden is » vervangen door de woorden « meer dan drie maanden is of niet ».

Art. 5. Dans l'article 49, alinéa 2, du même arrêté, les mots « article 40 de la loi » sont remplacés par les mots « article 40, § 3, alinéa 1er, de la loi ».

Art. 6. § 1er. L'intitulé de la section 3 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 20 décembre 1991, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Section 3. — Bénéficiaires des règlements et directives des Communautés européennes. — Droit de séjour des étrangers C.E. visés par la directive du Conseil des Communautés européennes 90/365 du 28 juin 1990 ».

§ 2. Les articles 51 et 52 du même arrêté, abrogés par l'arrêté royal du 20 décembre 1991, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« Art. 51. § 1er. L'étranger C.E. qui a exercé une activité salariée ou non salariée sur le territoire d'un Etat membre des Communautés européennes bénéficie du droit de s'établir dans le Royaume à condition qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique et à condition qu'il jouisse d'une pension d'invalidité, de préretraite ou de vieillesse ou d'une rente d'accident de travail ou de maladie professionnelle d'un niveau suffisant pour qu'il ne devienne pas une charge pour les pouvoirs publics.

Les ressources sont considérées comme suffisantes lorsqu'elles sont supérieures au niveau de ressources en deça duquel une assistance sociale peut être accordée, compte tenu de la situation personnelle du demandeur et, le cas échéant, de celle des personnes admises en application de l'article 52.

§ 2. L'étranger C.E. est, sur le vu des documents requis pour son entrée, inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'une attestation d'immatriculation du modèle B conforme à l'annexe 5, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.

Au moment de son inscription, il est tenu d'introduire une demande d'établissement conforme au modèle figurant à l'annexe 19.

Avant la fin du troisième mois qui suit la demande, l'étranger C.E. doit justifier par tout moyen de preuve qu'il remplit les conditions exigées au § 1er.

Si les documents ont été produits avant l'expiration du délai prévu, l'administration communale proroge l'attestation d'immatriculation pour une nouvelle période de trois mois. Dans la négative, elle remet à l'étranger un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20.

§ 3. Le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, décide l'octroi ou le refus du titre d'établissement dans les plus brefs délais et au plus tard dans les six mois qui suivent la demande d'établissement et donne les instructions nécessaires à l'administration communale.

Si le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, octroie le titre d'établissement ou si aucune instruction n'a été communiquée avant l'expiration du sixième mois, l'administration communale procède à l'inscription de l'étranger C.E. au registre de la population et lui remet la carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes.

Si le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, refuse l'établissement, il peut donner l'ordre à l'étranger de quitter le territoire. L'étranger reçoit notification de la décision par la remise d'un des documents conformes aux modèles figurant aux annexes 20 ou 21.

Art. 52. L'article 51 est applicable aux personnes qui sont assimilées à l'étranger C.E. visé à cet article.

Toutefois, les documents qu'elles doivent produire sont ceux qui prouvent qu'elles remplissent les conditions visées à l'article 40, § 4, de la loi, qu'elles disposent d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique et que l'étranger C.E. avec lequel elles s'installent, jouit de moyens de subsistance suffisants pour qu'elles ne deviennent pas une charge pour les pouvoirs publics.

Elles reçoivent le même titre que la personne qu'elles suivent.

Art. 5. In artikel 49, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 40 van de wet » vervangen door de woorden « artikel 40, § 3, eerste lid, van de wet ».

Art. 6. § 1. Het opschrift van afdeling 3 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 20 december 1991, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Afdeling 3. — Personen die onder de toepassing vallen van de verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschappen. — Verblijfsrecht voor de E.G.-vreemdelingen, bedoeld in de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 90/365 van 28 juni 1990 ».

§ 2. Artikelen 51 en 52 van hetzelfde besluit, opgeheven door het koninklijk besluit van 20 december 1991, worden opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 51. § 1. De E.G.-vreemdeling die op het grondgebied van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen als werknemer of als zelfstandige een beroepswerkzaamheid heeft uitgeoefend, geniet van het recht om zich in het Rijk te vestigen, mits hij een ziektekostenverzekering heeft die de risico's in België dekt en mits hij een invaliditeitsuitkering, vervroegd pensioen of een ouderdomsuitkering dan wel een uitkering van de arbeidsongevallen- of beroepsziektenverzekering ontvangt waarvan het bedrag toereikend is om te voorkomen dat hij ten laste van de overheden komt.

De inkomsten worden als voldoende beschouwd als zij hoger liggen dan het inkomstenniveau waaronder, rekening houdend met de persoonlijke toestand van de aanvrager en, in voorkomend geval, met deze van de personen die in toepassing van artikel 52 toegelaten worden, sociale bijstand mag toegekend worden.

§ 2. De E.G.-vreemdeling wordt, na inzage van de documenten die vereist zijn voor zijn binnenkomst, ingeschreven in het vreemdelingenregister en in het bezit gesteld van een attest van immatriculatie, model B, overeenkomstig het model van bijlage 5, geldig drie maanden vanaf de datum van afgifte.

Bij zijn inschrijving moet hij een aanvraag tot vestiging, overeenkomstig het model van bijlage 19, indienen.

Voor het einde van de derde maand na de aanvraag, moet de E.G.-vreemdeling, met alle bewijsmiddelen, aantonen dat hij voldoet aan de in § 1 gestelde voorwaarden.

Indien de documenten, voor het verstrijken van de gestelde termijn, overgelegd werden, verlengt het gemeentebestuur het attest van immatriculatie voor een nieuwe termijn van drie maanden. In het tegenovergestelde geval geeft het aan de vreemdeling een document af overeenkomstig het model van bijlage 20.

§ 3. De Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, onder zijn bevoegdheid heeft, of zijn gemachtigde, beslist zo spoedig mogelijk en uiterlijk zes maanden na de aanvraag tot vestiging over de toekening of de weigering van de vestigingsvergunning, en geeft de nodige onderrichtingen aan het gemeentebestuur.

Indien de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of zijn gemachtigde, de vestigingsvergunning toekent of indien voor het verstrijken van de zesde maand geen enkele onderrichting is gegeven, schrijft het gemeentebestuur de E.G.-vreemdeling in het bevolkingsregister in en geeft het hem de verblijfskaart van onderdaan van een lid-Staat van de Europese Gemeenschappen af.

Indien de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of zijn gemachtigde, de vestiging weigert, kan hij de vreemdeling bevel geven om het grondgebied te verlaten. Aan de vreemdeling wordt van de beslissing kennis gegeven door afgifte van één van de documenten overeenkomstig de modellen van bijlagen 20 of 21.

Art. 52. Artikel 51 is van toepassing op de personen die gelijkgesteld worden met de in dat artikel bedoelde E.G.-vreemdeling.

Zij moeten echter alleen die documenten overleggen waaruit blijkt dat zij aan de voorwaarden, bepaald in artikel 40, § 4, van de wet, voldoen, dat zij een ziektekostenverzekering hebben die de risico's in België dekt, en dat de E.G.-vreemdeling met wie zij zich vestigen over toereikende bestaansmiddelen beschikt om te voorkomen dat zij ten laste van de overheden komen.

Zij ontvangen hetzelfde bescheid als de persoon die zij volgen.

Toutefois, si elles ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes, il leur est remis, selon le cas, une attestation d'immatriculation du modèle A ou une carte d'identité d'étranger.»

Art. 7. § 1er. L'intitulé de la section 3bis du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 20 décembre 1991, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Section 3bis. — Bénéficiaires des règlements et directives des Communautés européennes. — Droit de séjour des étrangers C.E. visés par la directive du Conseil des Communautés européennes 90/364 du 28 juin 1990. »

§ 2. Les articles 53 et 54 du même arrêté, abrogés par l'arrêté royal du 20 décembre 1991, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« Art. 53. § 1er. L'étranger C.E. qui ne peut se prévaloir des dispositions des sections 2, 3 et 4 du présent chapitre ou du règlement de la Commission 1251/70/CEE du 29 juin 1970 relatif au droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi, bénéficie du droit de s'établir dans le Royaume à condition qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique et à condition qu'il jouisse de ressources suffisantes pour qu'il ne devienne pas une charge pour les pouvoirs publics. »

Les ressources sont considérées comme suffisantes lorsqu'elles sont supérieures au niveau de ressources en deçà duquel une assistance sociale peut être accordée, compte tenu de la situation personnelle du demandeur et, le cas échéant, de celle des personnes admises en application de l'article 54.

§ 2. L'étranger C.E. est, sur le vu des documents requis pour son entrée, inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'une attestation d'immatriculation du modèle B conforme à l'annexe 5, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.

Au moment de son inscription, il est tenu d'introduire une demande d'établissement conforme au modèle figurant à l'annexe 19.

Avant la fin du troisième mois qui suit la demande, l'étranger C.E. doit justifier par tout moyen de preuve qu'il remplit les conditions exigées au § 1er.

Si les documents ont été produits avant l'expiration du délai prévu, l'administration communale proroge l'attestation d'immatriculation pour une nouvelle période de trois mois. Dans la négative, elle remet à l'étranger un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20.

§ 3. Le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, décide l'octroi ou le refus du titre d'établissement dans les plus brefs délais et au plus tard dans les six mois qui suivent la demande d'établissement et donne les instructions nécessaires à l'administration communale.

Si le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, octroie le titre d'établissement ou si aucune instruction n'a été communiquée avant l'expiration du sixième mois, l'administration communale procède à l'inscription de l'étranger C.E. au registre de la population et lui remet la carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes.

Si le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, refuse l'établissement, il peut donner l'ordre à l'étranger de quitter le territoire. L'étranger reçoit notification de la décision par la remise d'un des documents conformes aux modèles figurant aux annexes 20 ou 21.

Art. 54. L'article 53 est applicable aux personnes qui sont assimilées à l'étranger C.E. visé à cet article.

Toutefois, les documents qu'elles doivent produire sont ceux qui prouvent qu'elles remplissent les conditions visées à l'article 40, § 4, de la loi, qu'elles disposent d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique et que l'étranger C.E. avec lequel elles s'installent, jouit de moyens de subsistance suffisants pour qu'elles ne deviennent pas une charge pour les pouvoirs publics.

Elles reçoivent le même titre que la personne qu'elles suivent.

Toutefois, si elles ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes, il leur est remis, selon le cas, une attestation d'immatriculation du modèle A ou une carte d'identité d'étranger.»

⁴ Indien zij echter niet de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen bezitten wordt hun, naar gelang het geval, een attest van immatriculatie model A of een identiteitskaart voor vreemdeling, afgegeven.»

Art. 7. § 1. Het opschrift van afdeling 3bis van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 20 december 1991, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Afdeling 3bis. — Personen die onder de toepassing vallen van de verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschappen. — Verblijfsrecht voor de E.G.-vreemdelingen, bedoeld in de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 90/364 van 28 juni 1990. »

§ 2. Artikelen 53 en 54 van hetzelfde besluit, opgeheven door het koninklijk besluit van 20 december 1991, worden opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 53. § 1. De E.G.-vreemdeling die zich niet kan beroepen op de bepalingen van afdelingen 2, 3 en 4 van dit hoofdstuk of van de verordening van de Commissie 1251/70/EEG van 29 juni 1970 met betrekking tot het recht van werknemers om verblijf te houden op het grondgebied van een Lid-Staat na er een betrekking te hebben vervuld, geniet het recht om zich in het Rijk te vestigen, mits hij een ziektekostenverzekering heeft die de risico's in België dekt en mits hij over toereikende bestaansmiddelen beschikt om te voorkomen dat hij ten laste van de overheden komt.

De inkomsten worden als voldoende beschouwd als zij hoger liggen dan het inkomstenniveau waaronder, rekening houdend met de persoonlijke toestand van de aanvrager en, in voorkomend geval, met deze van de personen die in toepassing van artikel 54 toegelaten worden, sociale bijstand mag toegekend worden.

§ 2. De E.G.-vreemdeling wordt, na inzage van de documenten die vereist zijn voor zijn binnenkomst, ingeschreven in het vreemdelingenregister en in het bezit gesteld van een attest van immatriculatie, model B, overeenkomstig het model van bijlage 5, geldig drie maanden vanaf de datum van afgifte.

Bij zijn inschrijving moet hij een aanvraag tot vestiging overeenkomstig het model van bijlage 19, indienen.

Voor het einde van de derde maand na de aanvraag, moet de E.G.-vreemdeling, met alle bewijsmiddelen, aantonen dat hij voldoet aan de in § 1 gestelde voorwaarden.

Indien de documenten, voor het verstrijken van de gestelde termijn, overgelegd werden, verlengt het gemeentebestuur het attest van immatriculatie voor een nieuwe termijn van drie maanden. In het tegenovergestelde geval geeft het aan de vreemdeling een document af overeenkomstig het model van bijlage 20.

§ 3. De Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, onder zijn bevoegdheid heeft of zijn gemachtigde, beslist zo spoedig mogelijk en uiterlijk zes maanden na de aanvraag tot vestiging over de toekenning of de weigering van de vestigingsvergunning, en geeft de nodige onderrichtingen aan het gemeentebestuur.

Indien de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of zijn gemachtigde, de vestigingsvergunning toekent of indien voor het verstrijken van de zesde maand geen enkele onderrichting is gegeven, schrijft het gemeentebestuur de E.G.-vreemdeling in het bevolkingsregister in en geeft het hem de verblijfskaart van onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen af.

Indien de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft of zijn gemachtigde de vestiging weigert, kan hij de vreemdeling bevel geven om het grondgebied te verlaten. Aan de vreemdeling wordt van de beslissing kennis gegeven door afgifte van een van de documenten overeenkomstig de modellen van de bijlagen 20 of 21.

Art. 54. Artikel 53 is van toepassing op de personen die gelijkgesteld worden met de in dat artikel bedoelde E.G.-vreemdeling.

Zij moeten echter alleen die documenten overleggen waaruit blijkt dat zij aan de voorwaarden, bepaald in artikel 40, § 4, van de wet, voldoen, dat zij een ziektekostenverzekering hebben die de risico's in België dekt, en dat de E.G.-vreemdeling met wie zij zich vestigen over toereikende bestaansmiddelen beschikt om te voorkomen dat zij ten laste van de overheden komen.

Zij ontvangen hetzelfde bescheid als de persoon die zij volgen.

Indien zij echter niet de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen bezitten wordt hun, al naar het geval, een attest van immatriculatie model A of een identiteitskaart voor vreemdeling, afgegeven.»

Art. 8. Dans l'article 56, alinéa 2, du même arrêté, les mots « article 40, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « article 40, § 3, alinéa 1er ».

Art. 9. Dans l'article 58, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « article 40, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « article 40, § 3, alinéa 1er ».

Art. 10. L'article 61 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 61. L'étranger visé à l'article 40, § 3, alinéa 2, de la loi, est, sur le vu des documents requis pour son entrée, inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'une attestation d'immatriculation du modèle B ou A, conforme à l'annexe 5 ou 4, selon qu'il a ou non la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.

Au moment de son inscription, il est tenu d'introduire une demande d'établissement conforme au modèle figurant à l'annexe 19, et de produire la preuve de son lien de parenté ou d'alliance avec un Belge ou avec le conjoint de celui-ci.

Pour le surplus, les dispositions de l'article 45, § 2, lui sont applicables, à la seule différence qu'il est mis en possession de la carte d'identité d'étranger s'il ne possède pas lui-même la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes. »

Art. 11. Dans l'intitulé du titre II, chapitre 1er, section 6, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1991, les mots « sections 1 et 2 » sont remplacés par les mots « sections 2 à 4 ».

Art. 12. Dans l'article 62 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1991, les mots « sections 1 et 2 » sont remplacés par les mots « sections 2 à 4 ».

Art. 13. Dans l'article 63, § 1er, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « plus d'un an » sont remplacés par les mots « au moins un an ».

Art. 14. Dans l'article 67, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « qui entre dans le champ d'application de la section première du présent chapitre, mais » sont supprimés.

Art. 15. L'article 68 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, s'ils ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes, il leur est remis, dans les cas visés aux articles 63, § 1er, 64, 66 et 67, une attestation d'immatriculation du modèle A. »

Art. 16. Dans l'article 69 du même arrêté, les mots « de la section 2 » sont remplacés par les mots « des sections 2 à 4 ».

Art. 17. Dans l'annexe 12 du même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, sous l'intitulé « MOTIF DE LA DECISION », les mots « exerce une activité lucrative en subordination sans l'autorisation requise (L. 15.12.80 — Art. 7, 7° A.R. 8.10.81 — Art. 53, § 2, al. 2) » sont supprimés.

Art. 18. Les annexes 19 et 20 du même arrêté, modifiées par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, sont remplacées par les annexes 19 et 20 jointes au présent arrêté.

Art. 19. Dans l'annexe 23 du même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, sous l'intitulé « MOTIF DE LA DECISION », deuxième motif, la référence « (A.R. 8.10.1981 — art. 61/68) (2) » est remplacée par la référence « (A.R. 8.10.1981 — art. 68) ».

Art. 20. Le présent arrêté produit ses effets le 30 juin 1992.

Art. 21. Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1992.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
L. TOBACK

Art. 8. In artikel 56, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 40, lid 3 » vervangen door de woorden « artikel 40, § 3, eerste lid ».

Art. 9. In artikel 58, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 40, lid 3 » vervangen door de woorden « artikel 40, § 3, lid 1 ».

Art. 10. Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 61. De vreemdeling bedoeld in artikel 40, § 3, lid 2, van de wet wordt, na inzage van de documenten die vereist zijn voor zijn binnenkomst, ingeschreven in het vreemdelingenregister en, naargelang hij de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen bezit of niet, in het bezit gesteld van een attest van immatriculatie, model B of model A, overeenkomstig bijlage 5 of 4, geldig drie maanden vanaf de datum van afgifte.

Bij zijn inschrijving moet hij een aanvraag tot vestiging overeenkomstig het model van bijlage 19, indienen, en het bewijs leveren van zijn bloed- of aanverwantschap met een Belg of met diens echtgenoot.

Voor het overige zijn de bepalingen van artikel 45, § 2, op hem van toepassing, met als enig onderscheid dat hij in het bezit gesteld wordt van een identiteitskaart voor vreemdeling indien hij zelf niet de nationaliteit bezit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen. »

Art. 11. In het opschrift van titel II, hoofdstuk I, afdeling 6, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 1991, worden de woorden « afdelingen 1 en 2 » vervangen door de woorden « afdelingen 2 tot 4 ».

Art. 12. In artikel 62 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 1991, worden de woorden « afdelingen 1 en 2 » vervangen door de woorden « afdelingen 2 tot 4 ».

Art. 13. In artikel 63, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « meer dan een jaar » vervangen door de woorden « minstens een jaar ».

Art. 14. In artikel 67, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « die onder het toepassingsgebied valt van de eerste afdeling van dit hoofdstuk, maar » geschrapt.

Art. 15. Artikel 68 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bezitten zij echter niet de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, dan wordt hun, in de in artikelen 63, § 1, 64, 66 en 67 bedoelde gevallen, een attest van immatriculatie model A afgegeven. »

Art. 16. In artikel 69 van hetzelfde besluit, worden de woorden « van afdeling 2 » vervangen door de woorden « van afdelingen 2 tot 4 ».

Art. 17. In bijlage 12 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992, onder het opschrift « REDEN VAN DE BESLISSING », worden de woorden « oefent een beroepsbedrijvigheid uit in ondergeschikt verband zonder in het bezit te zijn van de daartoe vereiste machtiging (W. 15.12.1980 — Art. 7, 7° K.B. 8.10.81 — Art. 53, § 2, lid 2) » geschrapt.

Art. 18. De bijlagen 19 en 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992, worden vervangen door de bijlagen 19 en 20 die bij dit besluit gevoegd zijn.

Art. 19. In bijlage 23 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992, onder het opschrift « REDEN VAN DE BESLISSING », tweede reden, wordt het kenmerk « (K.B. 8.10.1981, artikel 61/88) (2) » vervangen door het kenmerk « (K.B. 8.10.1981, art. 68) ».

Art. 20. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 juni 1992.

Art. 21. Onze Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,
L. TOBACK

ROYAUME DE BELGIQUE

Annexe 19
RectoProvince :
Arrondissement :
Commune :
Ref :DEMANDE D'ETABLISSEMENT

réservée aux bénéficiaires des règlements et directives des Communautés européennes, introduite conformément aux dispositions de l'article 45, 51, 53, 59 ou 61 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A. TRAVAILLEUR (1)

Je soussigné(e) (nom et prénoms)
né(e) à, le
de nationalité (2)
venant de (2)
résidant à (3)
exerçant/comptant exercer/ayant exercé (4) en Belgique la profession de :
..... (5)
demande l'établissement en Belgique en qualité de : (4)
- travailleur salarié
- travailleur indépendant
- bénéficiaire du droit de demeurer.

B. BENEFICIAIRE DU DROIT DE SEJOUR (1)

Je soussigné(e) (nom et prénoms)
né(e) à, le
de nationalité (2)
venant de (2)
résidant à (3)
demande l'établissement en Belgique en qualité de : (4)
- travailleur ayant cessé son activité professionnelle
- autre bénéficiaire du droit de séjour.

C. MEMBRES DE LA FAMILLE (1)

Je soussigné(e) (nom et prénoms)
né(e) à, le
de nationalité (2)
venant de (2)
résidant à (3)
demande l'établissement en Belgique en ma qualité de conjoint/descendant/ascendant/descendant du conjoint/
ascendant du conjoint/ (6) (4)
de : (noms et prénoms)
né(e) à, le
de nationalité (3)
résidant à (3)
- exerçant/comptant exercer/ayant exercé (4) en Belgique la profession de :
..... (5)
en qualité de travailleur salarié/indépendant (4)
- travailleur ayant cessé son activité professionnelle
- autre bénéficiaire du droit de séjour.

Date et signature de l'étranger(e)

- (1) A remplir selon le cas.
(2) Dernière adresse complète à l'étranger.
(3) Adresse complète en Belgique.
(4) Biffer les mentions inutiles.
(5) Indiquer la profession exacte.
(6) Eventuellement, autre rapport de parenté ou d'alliance.

Verso

RAPPORT CONCERNANT LA DEMANDE D'ETABLISSEMENT

L'an , le
le (la) nommé(e)
(né)(e) à , le
de nationalité , résidant en Belgique
à
a introduit une demande d'établissement.

Son identité a été établie sur base de : (1)

Il (elle) a produit les document ci-annexés, soit (2)

Il (elle) a été invité(e) à produire dans les trois mois les documents suivants : (2)

Rapport établi en trois exemplaires dont un a été remis à l'étranger(e).

Fait à , le

Signature de l'étranger(e)

Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau

(1) Nature et caractéristiques du document.
(2) Documents indiqués à l'article 45, § 1er, al. 3, à l'article 51, § 2, al. 3, à l'article 52, al. 2, à l'article 53, § 2, al. 3, à l'article 54, al. 2, à l'article 59, § 2, al. 3, ou à l'article 61, al. 3, de l'A.R. du 8 octobre 1981.

KONINKRIJK BELGIE

Bijlage 10
RectoProvincie :
Arrondissement :
Gemeente :
Ref. :AANVRAAG TOT VESTIGING

voorbehouden aan de begunstigen van de verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschappen, ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 45, 51, 53, 59 of 61 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

A. WERKER (1)

Ik, ondergetekende (naam en voornamen)
geboren te, op
van nationaliteit, (2)
komende van (3)
verblijvende te (3)
die in België het beroep uitoefent/zal uitoefenen/heb uitgeoefend (4) van :
..... (5)
verzoek om vestiging in België als : (4)
— werknemer
— zelfstandige
— begunstigde van het recht op voortgezet verblijf.

B. BEGUNSTIGDE VAN HET VERBLIJFSRECHT (1)

Ik, ondergetekende (naam en voornamen)
geboren te, op
van nationaliteit, (2)
komende van (2)
verblijvende te (3)
verzoek om vestiging in België als : (4)
— arbeider die zijn beroepsactiviteit beëindigd heeft
— andere begunstigde van het verblijfsrecht.

C. FAMILIELEDEN (1)

Ik, ondergetekende (naam en voornamen)
geboren te, op
van nationaliteit, (2)
komende van (2)
verblijvende te (3)
verzoek om vestiging in België als echtgenoot/bloedverwant in de nederdalende lijn/bloedverwant in de opgaande lijn/bloedverwant in de nederdalende lijn van de echtgenoot/bloedverwant in opgaande lijn van de echtgenoot (6) (4)
van (naam en voornamen)
geboren te, op
van nationaliteit, (3)
verblijvende te (3)
— die in België als werknemer/zelfstandige (4) het beroep uitoefent/zal uitoefenen/uitgeoefent heeft van :
..... (5)
— arbeider die zijn beroepsactiviteit beëindigd heeft
— andere begunstigde van het verblijfsrecht.

Datum en handtekening van de vreemdeling,

- (1) In te vullen naargelang van het geval.
(2) Laatste volledig adres in het buitenland.
(3) Volledig adres in België.
(4) De onnodige vermeldingen doorhalen.
(5) Het juiste beroep vermelden.
(6) Gebeurlijk een andere band van bloed- of aanverwantschap.

Verso

VERSLAG BETREFFENDE DE AANVRAAG TOT VESTIGING

Op 19
 heeft de genaamde (naam en voornamen)
 geboren te, op
 van nationaliteit
 verblijvende in België te
 een aanvraag tot vestiging ingediend.

Zijn (haar) identiteit werd vastgesteld aan de hand van : (1)

Hij (zij) heeft de hierbijgevoegde documenten overgelegd, met name : (2)

Hij (zij) werd verzocht, binnen drie maanden, de volgende documenten over te leggen : (2)

Verslag opgesteld in drie exemplaren, waarvan een aan de betrokkene werd afgegeven.

Te, op

Handtekening van de vreemdeling

De Burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

-
- (1) Aard en karakteristieken van het document.
 (2) Stukken bedoeld in artikel 45, § 1, lid 3, in artikel 51, § 2, lid 3, in artikel 52, lid 2, in artikel 53, § 2, lid 3, in artikel 54, lid 2, in artikel 59, § 2, lid 3, of in artikel 61, lid 3, van het K.B. van 8 oktober 1981.

ROYAUME DE BELGIQUE

Annexe 20
Recto

Province :
Arrondissement :
Commune :
Ref. :

**DECISION DE REFUS D'ETABLISSEMENT
AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE**

En exécution de l'article (1) de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'établissement demandé le
par
né(e) à le
de nationalité est refusé.

MOTIF DE LA DECISION : (2)

Ne s'est pas conformé(e) aux prescriptions relatives aux travailleurs salariés/indépendants (2), ressortissants des Etats membres des Communautés européennes :

N'a pas établi dans le délai prescrit qu'il (elle) se trouvait dans les conditions requises pour bénéficier du droit de demeurer :

N'a pas établi dans le délai prescrit qu'il (elle) se trouvait dans les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour :

N'a pas établi dans le délai prescrit la preuve de son lien de parenté ou d'alliance :

En exécution de l'article 7, 2^e, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire dans les jours.

Fait à le

(2) Le Ministre de (3)

(2) Le délégué du Ministre de (3)

SCEAU

(1) Indiquer l'article appliqué.
(2) Biffer la mention inutile.
(3) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

Verso

ACTE DE NOTIFICATION

L'an le.....
à la requête de Monsieur le Ministre de
du délégué du Ministre de (1) (2)
je soussigné(e) (3),
.....
demeurant à
ai notifié à
né(e) à le
les décisions du , lui refusant
l'établissement dans le Royaume et lui enjoignant de quitter le territoire dans les jours
de la présente notification.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie des ces décisions.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer, il (elle) s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi.

Je l'ai également informé(e) :

- que la première décision est susceptible d'une demande en révision auprès du Ministre de (2), laquelle doit être introduite, par lettre recommandée à la poste, dans les huit jours ouvrables de la présente notification, et
- que les deux décisions sont susceptibles d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification.

Je reconnais avoir reçu
notification des présentes décisions,

Signature de l'autorité,

Signature de l'étranger(e)

- (1) ~~Biffer la~~ mention inutile.
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
(3) Nom et qualité de l'autorité.

KONINKRIJK BELGIE

Bijlage 20
Voorzijde

Provincie:
Arrondissement:
Gemeente:
Ref.:

BESLISSING TOT WEIGERING VAN DE VESTIGING
MET BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN

In uitvoering van artikel.....(1) van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt de vestiging, aangevraagd op geweigerd aan geboren te, op van nationaliteit.

REDEN VAN DE BESLISSING : (2)

Heeft zich niet geschikt naar de voorschriften betreffende de werknemers/zelfstandigen (2), onderdanen van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen :

Heeft binnen de gestelde termijn niet aangetoond dat hij/zij zich in de voorwaarden bevindt om te genieten van het recht op voortgezet verblijf

Heeft binnen de gestelde termijn niet aangetoond dat hij/zij zich in de voorwaarden bevindt om te genieten van het verblijfsrecht :

Heeft binnen de gestelde termijn het bewijs niet geleverd van zijn bloed- of aanverwantschap :

In uitvoering van artikel 7, 2°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt aan de betrokkene bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen dagen.

Te, op

(2) De Minister van, (3)

(2) De gemachtigde van de Minister van, (3)

STEMPEL

(1) Het artikel dat werd toegepast vermelden.
(2) De onnodige vermelding doorhalen.
(3) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.

Keerzijde

AKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare op
 ten verzoeken van de heer Minister van
 de gemachtigde van de Minister van (1) (2)
 heb ik ondergetekende (3)
 verblijf houdende te
 aan
 geboren te op
 kennis gegeven van de beslissingen van waarbij
 zijn (haar) aanvraag tot vestiging geweigerd wordt en waarbij hem (haar) bevel gegeven wordt het grondgebied te
 verlaten binnen dagen na onderhavige kennisgeving.

Er werd hem (haar), door mijn toedoen, afschrift overhandigd van die beslissingen.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht dat, indien hij (zij) dit bevel niet opvolgt, hij (zij) gevaar loopt, onverminderd rechtsvervolging op grond van artikel 75 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, naar de grens te worden geleid en te dien einde te worden opgesloten voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de maatregel, overeenkomstig artikel 27 van dezelfde wet.

Ik heb hem (haar) er eveneens van op de hoogte gebracht :

- dat de eerste beslissing vatbaar is voor een verzoek tot herziening bij de Minister van (2),
 hetwelk bij een ter post aangetekende brief moet ingediend worden binnen acht werkdagen na deze kennisgeving, en
- dat de beide beslissingen vatbaar zijn voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, hetwelk bij een ter post aangetekende brief moet ingediend worden binnen zestig dagen na deze kennisgeving.

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen
 van onderhavige beslissingen,

Handtekening van de overheid,

Handtekening van de vreemdeling,

-
- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
 - (2) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.
 - (3) Naam en hoedanigheid van de overheid.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 22 décembre 1992 modifiant Notre arrêté du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
L. TOBBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 22 december 1992, tot wijziging van Ons besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,
L. TOBBACK